

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1912.

Projet de loi modifiant la classification des justices de paix et réglant l'institution de greffiers adjoints dans les justices de paix (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

La Commission spéciale saisie de l'examen du projet de loi ne peut que rendre hommage à l'esprit d'initiative de l'honorable Ministre de la justice et l'en féliciter.

Le projet, tel qu'il est présenté, n'échappe cependant pas à de très sérieuses critiques.

La complexité des motifs invoqués pour le justifier, permet de juger les critiques, de même qu'elle permet d'apprécier les modifications proposées.

La Commission spéciale a été saisie des réclamations de divers groupements de magistrats cantonaux.

Les faits invoqués par l'honorable Ministre ne seront pas contestés.

Depuis 1889, les cas d'intervention des juges de paix et des greffiers sont devenus beaucoup plus fréquents.

Le nombre des actes de notoriété dressés dans les justices de paix a presque triplé.

La loi du 24 décembre 1903 a chargé les greffiers de recevoir les déclarations des accidents du travail, et les juges de paix de constater les accords des parties en cette matière, comme de connaître en premier ressort de toutes les actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers en vertu de la dite loi.

La loi du 12 août 1911 a encore augmenté la compétence des juges de paix en matière civile.

A tous égards, le travail des justices de paix est donc plus important qu'il y a vingt ans.

(1) Projet de loi, n° 92.

(2) La Commission, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. du Bus de Warffelle, Rens, Standaert, Van Cleemputte, Versteyleu, Visart de Bocarmé.

Puisque les justiciables sont plus souvent appelés devant le juge, il est logique de tenir compte de ce surcroît de besogne. La population nécessaire pour qu'une justice de paix soit portée à une classe supérieure doit donc être abaissée.

C'est ce que fait le projet de loi.

On lui a reproché de n'avoir fait que cela.

Certes, le résultat obtenu est appréciable. Sous le régime de la loi de 1889, 18 justices de paix étaient de 1^{re} classe, 18 de la seconde classe, 60 de la troisième classe, 126 de la 4^e classe. (*Moniteur*, 25 août 1911.)

Par le régime instauré par le projet, 9 justices de paix passeront à la 1^{re} classe, 25 passeront de la 3^{me} à la 2^{me} classe, 58 passeront de la 4^{me} à la 3^{me} classe.

Pour ceux qui bénéficieront de cet avancement, on aurait mauvaise grâce à protester.

Mais pour les autres!!! pour les 104 justices de paix qui ne tomberont pas sous l'application de la loi.

La Commission s'est demandé si les motifs qu'on invoque n'existent pas pour toutes les justices de paix.

Le surcroît de besogne est-il nécessairement proportionné à la population?

Incontestablement non.

Les exemples cités et les statistiques produites justifient cette assertion catégorique.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les tableaux du rapport annuel pour s'en convaincre.

D'ailleurs, même à ce point de vue, toutes les justices de paix ne sont pas traitées sur le même pied.

Les 18 justices de paix qui étaient de 1^{re} classe n'obtiennent rien, non plus que les 18 de la seconde ni les 60 de la 3^e classe. La notion population ne peut donc donner, seule, une solution satisfaisante.

D'autre part nous ne croyons pas que l'augmentation basée sur le double élément moyenne des affaires de police jugées et des affaires civiles introduites sur citation ou sur procès-verbal de comparution volontaire et terminées par jugement, puisse se justifier d'une façon absolue.

Ces éléments, en supposant qu'ils échappent à toute suspicion, seront fatalement variables, et nécessiteraient, s'ils devaient être pris en considération, des modifications périodiques qui pourraient paraître arbitraires.

Depuis plusieurs années le Parlement est saisi d'une demande de suppression pure et simple de la quatrième classe. Le rapport de la section centrale pour le budget de 1911 a donné les arguments invoqués pour justifier cette mesure.

La commission spéciale n'a pas cru devoir entrer dans une voie aussi radicale. Le projet de loi vise une situation générale; il s'occupe de tous les juges de paix, il tient à améliorer la situation de tous en rendant les diverses classes plus accessibles.

Nous venons de montrer que le but n'est pas réalisé. Il ne pouvait pas l'être. Parmi les justices de paix des différentes classes, beaucoup doivent leur situation plus ou moins avantageuse au hasard du lotissement qui leur attribue un nombre plus ou moins important de communes; d'autres, tout en ressortissant d'une classe inférieure, doivent dépenser une somme de travail hors de proportion avec l'étendue de la population, le nombre d'affaires suivant l'activité commerciale et industrielle qui se manifeste dans certains cantons.

La Commission spéciale croit donc devoir soumettre au Ministre de la Justice et à la Chambre certaines considérations qui, si elles étaient approuvées, amèneraient les Chambres à voter l'amendement qu'elle a l'honneur de proposer.

Il est incontestable que le projet de loi, tel qu'il est présenté, laisse dans une situation d'infériorité injustifiée un certain nombre de juges de paix des 2^e, 5^e et 4^e classes.

La base population ne parviendra jamais à corriger une défectuosité du projet — parce que, d'une part, cette base n'est pas en rapport avec les obligations sociales, ni avec la somme de travail imposée aux magistrats visés.

Des cantons à population moindre indiquent dans plusieurs provinces du pays un total d'affaires notablement supérieur à celui enregistré par des cantons dont la population est sensiblement supérieure.

D'autre part, les difficultés et la cherté de la vie ne sont pas toujours moindres dans les chefs-lieux de canton peu peuplés que dans les cantons plus importants.

A ceux qui demandent la promotion à une classe supérieure pour les justices de paix d'un chef-lieu d'arrondissement, la Commission spéciale fait observer, avec raison, qu'à certains points de vue, notamment pour l'éducation et l'instruction des enfants, la résidence dans les grands centres procure des avantages appréciables qu'on ne trouve que rarement, si on les trouve, dans les résidences de population moindre.

Il n'est pas sans intérêt, à ce point de vue, de faire remarquer que dans les cantons les moins peuplés l'application de certaines lois, notamment les lois sur les accidents du travail, la réparation des dommages causés par les lapins, l'absence de conseils de prud'hommes, les nombreuses délégations de messieurs les juges d'instruction peuvent donner et donnent souvent au magistrat cantonal un surcroît très important de besogne.

Il résulte de tout ce qui précède que la classification telle qu'elle est proposée aurait pour première conséquence d'inciter les juges de paix des cantons sacrifiés à solliciter au plus tôt leur déplacement.

Or, nul ne conteste que l'intérêt des justiciables exige pour les magistrats cantonaux la plus grande stabilité.

La nature des fonctions du juge de paix demande, en ordre principal, une connaissance parfaite des justiciables.

C'est par cette connaissance que le juge est à même de concilier les différends nés entre personnes d'un même canton, c'est par la confiance qu'il inspire grâce à cette connaissance née d'une longue fréquentation qu'il parvient à remplir les devoirs essentiels de sa charge.

C'est à cette stabilité du même titulaire que nous devons tendre.

Le juge de paix ne doit pas être poussé par un intérêt légitime à postuler des déplacements successifs pour arriver de la quatrième à la première classe.

L'idéal à poursuivre c'est que le juge de paix puisse terminer sa carrière judiciaire dans le canton auquel il veut s'attacher et qu'il aura appris à connaître.

Ce sont ces idées, défendues déjà bien longtemps par les divers titulaires du département de la justice, que la Commission spéciale voudrait voir encouragées par le nouveau projet de loi.

Pour arriver à la réalisation de cet idéal, elle propose d'inscrire dans la loi que le juge de paix, après avoir passé un certain nombre d'années dans une même classe, passerait, *à titre personnel*, dans la classe supérieure.

Un juge de paix de quatrième classe aurait, après quinze ans de résidence dans son canton, la situation, *à titre personnel*, d'un juge de troisième classe, pour arriver après une nouvelle résidence de quinze années, à la situation du juge de deuxième classe.

Nous soumettons à l'appréciation et à l'esprit d'initiative de l'honorable titulaire du département la question de savoir si l'application du principe ne nécessiterait pas une augmentation adéquate du traitement du juge de première classe. Cette modification n'aurait que des conséquences minimales au point de vue budgétaire.

Le nouveau titulaire aurait le traitement initial de la classe dans laquelle il est nommé.

Au point de vue financier même, cette modification nous paraît à l'abri de toute sérieuse critique. Elle aurait le très grand avantage d'attacher les magistrats à leurs sièges et de mettre fin à cette espèce de *diminutio capitis* qui frappe une certaine catégorie de magistrats cantonaux.

La section centrale a adopté à l'unanimité de ses membres l'amendement proposé et elle espère que M. le Ministre et la Chambre la sanctionneront par leur approbation et leur vote.

Amendement présenté par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Ajouter un paragraphe 2, ainsi conçu :

Après chaque période de quinze années de fonctions dans une même justice de paix, les titulaires seront, à titre personnel, promus à la classe immédiatement supérieure.

Le Rapporteur,

A. VERSTEYLEN.

Amendement voorgesteld door de Commissie.

EERSTE ARTIKEL.

Eene tweede paragraaf toe te voegen, luidende :

Na elk tijdperk van vijftien jaren ambtsbediening bij een zelfde vrede-gerecht worden de titularissen, voor zich persoonlijk, bevorderd tot de onmiddellijk hoogere klasse.

Le Président,

E. NERINCX.

(ERRATUM AU N° 157.)

Chambre des Représentants.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

SÉANCE DU 15 MARS 1912.

Vergadering van 15 Maart 1912.

PROJET DE LOI

modifiant la classification des justices de paix et réglant l'institution de greffiers adjoints dans les justices de paix.

RAPPORT, fait au nom de la Commission, par M. VERSTEYLEN.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de indeeling der vrederechten en tot regeling van de instelling der toegevoegde griffiers in de vrederechten.

VERSLAG, namens de Commissie uitgebracht door den heer VERSTEYLEN.

ERRATUM

Lire ainsi l'amendement proposé par la Commission :

ARTICLE PREMIER.

Ajouter un paragraphe 2, ainsi conçu :

Après chaque période de quinze années de fonctions dans une même justice de paix, les titulaires, juges et greffiers, seront, à titre personnel, promus à la classe immédiatement supérieure.

Het amendement, voorgesteld door de Commissie, moet luiden als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Eene tweede paragraaf toe te voegen, luidende :

Na elk tijdperk van vijftien jaren ambtsbediening bij een zelfde vrederecht worden de titularissen, vrederechters en griffiers, voor zich persoonlijk, bevorderd tot de onmiddellijk hoogere klasse.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1912.

Ontwerp van wet tot wijziging van de indeeling der vrederechten et tot regeling
van de instelling der toegevoegde griffiers in de vrederechten (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEYLEN.

MIJNE HEEREN,

De bijzondere Commissie, gelast het wetsontwerp te onderzoeken, wil, in de eerste plaats, hulde brengen aan den achtbaren Minister van Justitie omdat hij het heeft ingediend; zij wenscht er hem geluk mede.

Echter, zooals het bestaat, is het ontwerp vatbaar voor zeer ernstige critick.

Het ingewikkelde van de beweegredenen, ingeroepen om het te rechtvaardigen, veroorlooft een oordeel te vellen over de ingebrachte critick, het laat ook toe, de verdienste van de voorgestelde wijzigingen in te zien.

De bijzondere Commissie nam kennis van de bezwaarschriften uitgaande van verschillende groepen kantonale magistraten.

De feiten, waarop de achtbare Minister steunt, zullen niet betwist worden.

Sedert 1889, moeten de vrederechters en de griffiers in een veel grooter aantal gevallen optreden.

Door de vrederechten wordt thans bijna een derde meer akten van bekendheid opgemaakt.

Door de wet van 24 December 1903 werd aan de griffiers de taak opgedragen de aangiften van arbeidsongevallen te boeken, en aan de vrederechters werd de zorg overgelaten het akkoord van partijen op dit gebied vast te stellen, evenals zij in eersten aanleg uitspraak moeten doen over de rechtsvorderingen betreffende de vergoedingen, aan de werklieden uit kracht van genoemde wet verschuldigd.

(1) Wetsontwerp, n^o 92.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Nerinx, was samengesteld uit de heeren du Bus de Warnaffe, Rens, Standaert, Van Cleemputte, Versteylen, Visart de Bocarmé.

De wet van 12 Augustus 1911 heeft de bevoegdheid der vrederechters nog doen toenemen in burgerlijke zaken.

In elk opzicht is, bij de vredegerichten, de arbeid dus veel belangrijker dan twintig jaar geleden.

Vermits de te berechten burgers meer voor den rechter worden geroepen, is het redelijk dit meerdere werk in aanmerking te nemen.

Het bevolkingscijfer dat wordt vereischt om een vredegericht naar eene hoogere klasse te doen overgaan, moet dus lager worden gesteld.

Dat doet het wetsontwerp.

Men heeft daartegen opgeworpen, dat het slechts dit heeft gedaan.

De verkregen uitslag is gevoelig. Onder het stelsel der wet van 1889, behoorden 18 vredegerichten tot de 1^{ste} klasse, 18 tot de 2^{de} klasse, 60 tot de 3^{de} klasse, 126 tot de 4^{de} klasse (*Staatsblad*, 23 Augustus 1911).

Tengevolge van den regel, door dit ontwerp ingevoerd, zullen 9 vredegerichten overgaan naar de 1^{ste} klasse, 25 naar de 2^{de} en 58, thans tot de 4^{de} klasse behorende, naar de 3^{de} klasse.

Men zou er verkeerdt aan doen te protesteeren, wanneer reeds aan velen aldus bevordering wordt geschonken.

Maar voor de overigen! voor de 104 vredegerichten waarop de wet niet van toepassing zal zijn?

De Commissie heeft zich afgevraagd of de aangegeven beweegredenen niet ten voordeele van al de vredegerichten des lands bestaan.

Is het toenemen van 't werk noodzakelijk geëvenredigd aan de bevolking?

Buiten kijf, neen.

De aangehaalde voorbeelden en de bijgebrachte statistieken rechtvaardigen die nitdrukkelijke verklaring.

Om zich daarvan te overtuigen, is het voldoende de tabellen van het jaarlijksch verslag even in te zien.

Overigens, zelfs in dat opzicht, worden al de vredegerichten niet op gelijke wijze behandeld.

De 18 vredegerichten, die tot de 1^{ste} klasse behooren, verkrijgen niets, evenmin als de 18 der tweede en de 60 der derde klasse. Het bevolkingscijfer, op zich zelf genomen, kan dus niet leiden tot eene voldoende oplossing.

Anderdeels, denken wij dat de verhooging, gegrond op deze dubbele beweegreden : gemiddeld getal berechte politiezaken en burgerlijke zaken ingeleid tengevolge van dagvaarding of op proces-verbaal van vrijwillige verschijning en bij vonnis geëindigd, niet op volstrekte wijze kan gerechtvaardigd worden.

Die gegevens, onderstellende dat ze aan elke verdenking ontsnappen, zullen noodzakelijk veranderlijk zijn en zouden, moesten zij in ernstige aanmerking worden genomen, geregelde wijzigingen noodzakelijk maken, die men willekeurig zou kunnen heeten.

Sedert verscheidene jaren werd bij het Parlement een voorstel ingediend

tot eenvoudige afschaffing van de vierde klasse. In het verslag der middenafdeeling, welke de begroting voor 1911 onderzocht, staan de argumenten die worden ingeroepen tot rechtvaardiging van dien maatregel.

De bijzondere Commissie dacht dat ze niet zooverre diende te gaan. Het wetsontwerp bedoelt een algemeenen toestand; het wil den toestand van allen verbeteren door de verschillende klassen meer toegankelijk te maken.

Wij hebben aangetoond dat het beoogde doel niet wordt bereikt. Anders kon het niet. Onder de vrederechten van de verschillende klassen zijn er vele die hunnen toestand zijn verschuldigd aan het toeval der indeeling waarbij hun een min of meer belangrijk getal gemeenten wordt toegekend; andere, alhoewel tot eene lagere klasse behorende, zijn gehouden tot een werk dat niet in overeenstemming is met hun bevolkingseijfer, vermits het getal zaken gepaard gaat met de handels- en nijverheidsbedrijvigheid die zich in sommige kantons voordoet.

De Bijzondere commissie denkt dus aan den Minister van Justitie en aan de Kamer zekere beschouwingen te moeten onderwerpen, die, werden zij goedgekeurd, de Kamers er toe brengen zouden het amendement, dat de Commissie de eer heeft voor te stellen, aan te nemen.

Het is onbetwistbaar dat het wetsontwerp, zooals het wordt voorgesteld, een zeker getal vrederechters van de 2^e, 3^e en 4^e klasse in een niet gerechtigden toestand van minderwaardigheid laat blijven.

De grondslag bevolking zal nimmer een gebrek van het ontwerp verhelpen, — omdat, eenerzijds, die grondslag niet in verhouding staat met de sociale verplichtingen, noch met den omvang van het werk, aan bedoelde magistraten opgelegd.

Kantons met geringere bevolking tellen, in vele provinciën des lands, een aantal zaken, merkelyk hooger dan dat voorkomende in kantons waar de bevolking stellig veel aanzienlijker is.

Anderzijds is het leven niet minder lastig en duur in de weinig bevolkte kantonshoofdplaatsen dan in meer belangrijke kantons.

Aan hen die eene bevordering vragen, tot eene hoogere klasse, voor de vrederechten van een arrondissements-hoofdplaats, doet de bijzondere Commissie terecht opmerken dat, in zeker opzicht, vooral voor de opvoeding en het onderwijs der kinderen, het wonen in de groote steden wel te waardeeren voordeelen oplevert die men slechts zelden vindt, zoo men ze vindt, in de plaatsen met minder bevolking.

Het is, wat dit betreft, niet zonder belang, te doen uitschijnen dat, in de minst bevolkte kantons, de toepassing van zekere wetten, met name die op de arbeidsongevallen, op de vergoeding der schade veroorzaakt door de konijnen, het niet bestaan van werkrechtersraden, de talrijke opdrachten van de heeren rechters van instructie dikwijls aan den kantonalen magistraat eene zeer belangrijke vermeerdering van werk kunnen geven en bepaald geven.

Uit al wat voorafgaat volgt, dat de klasseverdeeling, zooals zij wordt voorgesteld tot eerste gevolg zou hebben de vrederechters van de opgeofferde kantons aan te zetten tot eene zoo spoedig mogelijke aanvraag om verplaatsing.

Welnu, niemand zal betwisten, dat het belang van de aan die rechtspraak onderhoorigen eischt, dat de kantonrechters zoo lang mogelijk op hunne standplaats blijven.

De aard der bedieningen van den vrederechter vraagt hoofdzakelijk dat hij met door hem berechte personen grondig bekend zij.

Daardoor is de rechter in staat de geschillen te verzoenen, ontstaan tussen personen van een zelfde kanton; door het vertrouwen dat hij inboezemt, dank zij die bekendheid ontstaan door een langdurigen omgang, kan hij zijne voornaamste ambtsplichten vervullen.

Naar het behouden van denzelfden titularis op dezelfde plaats moeten wij streven.

De vrederechter moet niet worden gedreven door een gewettigd belang : telkens verplaatsing aan te vragen ten einde van de vierde klasse tot de eerste te komen.

Het te beoogen ideaal is, dat de vrederechter zijne rechterlijke loopbaan kunne voleindigen in het kanton waaraan hij zich hechten wil en dat hij zal hebben leeren kennen.

Die gedachten, reeds sedert langen tijd verdedigd door de verschillende titularissen van het Departement van Justitie, zou de bijzondere Commissie willen aangemoedigd zien door het nieuw wetsontwerp.

Tot bereiking van dat ideaal, stelt zij voor, in de wet op te nemen dat de vrederechter, na zeker getal jaren in eene zelfde klasse te hebben doorgebracht, naar de hoogere klasse zou overgaan, dit voor zich persoonlijk.

Een vrederechter van de vierde klasse zou, na vijftien jaren verblijf in zijn kanton, voor zich persoonlijk worden verbeven tot de derde klasse om, na een nieuw verblijf van vijftien jaar, tot de tweede klasse te worden verhoogd.

Wij onderwerpen aan het onderzoek en aan het initiatief van het achtbaar hoofd van het Departement de vraag te weten of de toepassing van het beginsel niet eene overeenkomende verhooging der jaarwedde van den vrederechter der eerste klasse noodzakelijk zou moeten maken? Deze wijziging zou, met het oog op de Begrooting, slechts onbeduidende gevolgen hebben.

Die nieuwe titularis zou de aanvangswedde trekken van de klasse waarin hij wordt benoemd.

Zelfs in een geldelijk opzicht, schijnt ons die verandering buiten het bereik van elke ernstige critiek. Zij zou dit zeer groot voordeel tot gevolg hebben : de magistraten aan hunne standplaats te hechten en het soort *diminutio capitis*, dat zekere klasse der kantonnale magistraten treft, te doen ophouden.

De Middenafdeeling heeft eenstemmig het voorgestelde amendement aangenomen. Zij drukt de hoop uit, dat de heer minister en de Kamer het op hunne beurt zullen goedkeuren.

Amendement présenté par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Ajouter un paragraphe 2, ainsi conçu :

Après chaque période de quinze années de fonctions dans une même justice de paix, les titulaires seront, à titre personnel, promus à la classe immédiatement supérieure.

De Verslaggever,

VERSTEYLEN.

Amendement voorgesteld door de Commissie.

EERSTE ARTIKEL.

Eene tweede paragraaf toe te voegen, luidende :

Na elk tijdperk van vijftien jaren ambtsbediening bij een zelfde vrederecht worden de titularissen, voor zich persoonlijk, bevorderd tot de onmiddellijk hoogere klasse.

De Voorzitter,

NERINCX.



(6)

(7)

(ERRATUM AU N° 137.)

Chambre des Représentants.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

SÉANCE DU 15 MARS 1912.

Vergadering van 15 Maart 1912.

PROJET DE LOI

modifiant la classification des justices de paix et réglant l'institution de greffiers adjoints dans les justices de paix.

RAPPORT, fait au nom de la Commission, par M. VERSTEYLEN.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de indeeling der vrederechten en tot regeling van de instelling der toegevoegde griffiers in de vrederechten.

VERSLAG, namens de Commissie uitgebracht door den heer VERSTEYLEN.

ERRATUM

Lire ainsi l'amendement proposé par la Commission :

ARTICLE PREMIER.

Ajouter un paragraphe 2, ainsi conçu :

Après chaque période de quinze années de fonctions dans une même justice de paix, les titulaires, juges et greffiers, seront, à titre personnel, promus à la classe immédiatement supérieure.

Het amendement, voorgesteld door de Commissie, moet luiden als volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Eene tweede paragraaf toe te voegen, luidende :

Na elk tijdperk van vijftien jaren ambtsbediening bij een zelfde vrederecht worden de titularissen, vrederechters en griffiers, voor zich persoonlijk, bevorderd tot de onmiddellijk hoogere klasse.